



Signature de l'entente SCCUQ-UQAM

Le 25 novembre, entourés de représentants syndicaux et universitaires, le recteur de l'UQAM, M. Claude Corbo, et le président du Syndicat des chargés-es de cours, M. Robert Tremblay, scellaient l'entente entre les deux parties. (Voir p. 3)

L'informatique à l'Université:

- décentralisation
- responsabilisation
- transparence

Décentraliser l'informatique, rendre l'utilisateur plus responsable, donner plus de visibilité, c'est dans cette optique que s'engage résolument l'UQAM. Le Conseil d'administration du 24 novembre a en effet adopté à l'unanimité le « Plan directeur de l'informatique et des technologies de l'information » avec l'ajout significatif « Principes et orientations ».

La présidente du comité du Plan directeur, Mme Florence Junca-Adenot, vice-rectrice à l'administration et aux finances, et M. Gilbert Dionne, vice-recteur aux communications, dégagent les grandes idées motrices du Plan à ce jour. Voici un condensé de leurs réflexions.

Dans une perspective d'implantation suivie de l'informatique, de la bureautique et des télécommunications, il faut voir

l'Université comme un système organisationnel le plus décentralisé possible. Mais, dans ce système, il s'agira de définir les moyens de répondre aux besoins de support informatique, particulièrement en matière de gestion et de bureautique.

Il faut revoir les orientations et responsabilités du service de l'informatique pour optimiser l'attitude d'aide à l'utilisateur, pour maximiser les fonctions conseil et support dans le respect réciproque des juridictions des services, départements et familles.

Primauté de l'utilisateur

« L'informatique a beaucoup évolué. Rappelons-nous l'époque de 1980, alors que les ordinateurs centraux de l'UQAM étaient sursaturés. Comparons avec aujourd'hui: 1 200 micro-ordina-

teurs installés à la grandeur du campus, et bien sûr, des ordinateurs centraux moins accaparés, notent Mme Junca-Adenot et M. Dionne.

« Suivant cette évolution technologique, soulignent-ils, le principal intéressé c'est-à-dire l'utilisateur est devenu pour ainsi dire un maître averti, alors qu'avant, il était un dépendant à la remorque des ressources informatiques. L'utilisateur, qu'il soit de n'importe quel secteur, pense de plus en plus son propre système, il développe ses modèles à lui. Il sait ce qu'il veut parce qu'il devient autonome. D'où l'importance accrue d'une fonction d'aide conseil plus personnalisée, plus éclairée. »

Dans l'esprit des Plans triennaux

Jusqu'à maintenant, une énorme besogne prospective a été accomplie. Doit-on le rappeler, dès le printemps dernier, le comité du Plan directeur, formé d'une quinzaine de membres de la collectivité universitaire et de personnes ressources externes, qu'épaulait

Suite à la page 3

L'état annuel de la question



Fidèle à la tradition, le recteur de l'UQAM, M. Claude Corbo s'adressait récemment aux cadres administratifs et pédagogiques de l'Université afin de faire le point de l'année sur les grands dossiers.

M. Corbo a succinctement esquissé le bilan de la dernière année en signalant des aspects positifs en matière d'enseignement, de recherche, de service aux collectivités. Il a fait aussi état des progrès du côté administratif et institutionnel, sans éluder pourtant les difficultés de parcours.

Mais le recteur s'est surtout attaché à développer une vision

englobante de l'environnement externe. Il situe l'UQAM dans le cadre interactif d'une société en mutation, aux multiples variables dont le facteur démographique, les nouvelles attentes du milieu, la concurrence entre universités et l'action du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Enfin, c'est dans un esprit d'intervention dynamique que M. Corbo se penche sur les priorités de l'Université pour les prochains mois.

Les propos du recteur sont reproduits dans un document spécial d'information inséré dans le présent journal.

SOMMAIRE

- La Fondation remet 76 bourses page 2
- Un couple de 60 ans diplômé à la maîtrise page 4
- Nouveau certificat au 1^{er} cycle page 5
- Semaine des auteurs-es de l'UQAM chez VLB page 5
- Le rapport de l'Ombudsman page 7
- L'AGESSUQAM sur le point d'être dissoute page 8



Les 76 récipiendaires des bourses d'excellence octroyées par la Fondation de l'UQAM, pour l'année 87-88.

La Fondation de l'UQAM

76 boursiers se partagent 158,000\$

Lors d'une récente cérémonie, présidée par madame Claire Léger, présidente du Comité de la communauté UQAM de la campagne de souscription 1987-1992, la Fondation de l'UQAM a divulgué le nom des 76 récipiendaires de bourses d'excellence pour l'année 87-88. Variant entre 500\$ et 12,000\$, ces bourses totalisent la somme de 158,000\$, soit 8,000\$ de plus que l'année précédente. Étaient présents à la remise des bourses le recteur monsieur Claude Corbo, le directeur général de la Fondation monsieur Pierre Parent, ainsi

que de nombreuses personnalités des milieux socio-économiques.

S'adressant aux divers programmes des trois cycles et des six Familles de l'UQAM, y compris le post-doctorat, les bourses sont réparties comme suit: 25 bourses de 500\$ au premier cycle; 12 bourses de 3000\$ au deuxième cycle; 12 bourses de 5000\$ au troisième cycle et 2 bourses de 12,000\$ au post-doctorat.

S'ajoutent aux bourses de la Fondation de l'UQAM 25 bourses spéciales de 500\$ à 2500\$ offertes aux étudiants de

premier et de deuxième cycles par des entreprises, groupes ou individus tels que Biomega, Eaton, General Foods, Association des cadres de l'UQAM, Pierre J. Jeannot, Price Waterhouse, Proctor & Gamble, Abraham Stern, etc.

La qualité des dossiers d'études étant le critère d'éligibilité à ces bourses d'excellence, le choix des boursiers fut confié à un jury de sélection composé de membres du corps professoral et administratif de l'UQAM et présidé par monsieur Igal Leibu, registraire.

Comité exécutif

À sa réunion régulière du 17 novembre, le comité exécutif a:

- créé, au registrariat, le poste de cadre de directeur du recrutement et de l'information académique, et nommé à ce poste M. Yves Jodoin;
- nommé madame Danielle Dagenais-Pérusse au poste d'adjointe au vice-rectorat aux communications;
- octroyé la sécurité d'emploi et renouvelé le contrat de cadre à des cadres;
- autorisé la signature du Protocole d'entente UQAM-SOBECO, sur la commercialisation du SIGIRD;
- procédé à la révision des méthodes administratives suivantes:
 - numéro 6 concernant les frais de voyage;
 - numéro 7 concernant les frais

de représentation et de réception;

- numéro 9 concernant la petite caisse;
- accordé un congé sans traitement à quatre professeurs, et la prolongation d'un congé à un cinquième;
- autorisé la signature d'un projet de contrat de concession à Micro Boutique universitaire Inc., et autorisé la signature du projet de contrat d'approvisionnement de matériel micro-informatique entre AT & T Inc. et Micro Boutique universitaire Inc.

À la réunion spéciale du 24 novembre, le comité exécutif a:

- nommé madame Josette Guimont au poste de directrice du service de l'information et des relations publiques (SIRP);
- octroyé la sécurité d'emploi à deux cadres.

Soutenance de thèse

Monsieur Mario Poirier, de psychologie, a présenté le 20 novembre, un exposé de sa thèse intitulée: *Elaboration d'une mesure d'empathie utilisant l'épreuve projective de Holtzman*.

Le jury d'évaluation de la thèse était composé de MM. Pierre Michaud, professeur au département de psycho de l'UQAM et direc-

teur de recherche du candidat, Paul Cowen, professeur de psycho à l'UQAM, Mme Irène Bleton, professeure de psycho de l'UQAM, et M. Nathan Greenberg, du département de psycho de l'Université de Montréal.

Mme Bleton présidait la soutenance.

Nouvelle adjointe au vice-recteur aux communications

Le 17 novembre dernier, le comité exécutif a nommé Madame Danielle Dagenais-Pérusse comme adjointe au vice-recteur aux communications. Elle est entrée en fonction le 23 novembre suivant.

Madame Dagenais-Pérusse détient un M.B.A. de l'École des Hautes Études Commerciales (Montréal) et une maîtrise ès arts (histoire) de l'Université de Montréal.

En plus d'avoir été conseillère en gestion, Madame Dagenais-Pérusse a été à l'emploi du Crédit foncier comme analyste principale (systèmes et méthodes) et comme directrice du service des budgets. De 1984 à 1986, elle a occupé le poste de directrice générale des Fêtes du 75^{ème} anniversaire de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal.

Madame Dagenais-Pérusse a aussi oeuvré à plusieurs conseils d'administration d'organismes professionnels et en particulier à celui de la Fondation des amis du Musée d'art contemporain: elle est actuellement représen-

tante du public au conseil d'administration de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

l'Uqam

Éditeur

La direction du service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case Postale 8888, Succursale «A»
Montréal, Qué., H3C 3P8

Section de l'information interne

Directeur: Jean-Pierre Pilon
Rédaction: section de l'information interne
Tél.: 282-6177

La section de l'information interne est responsable de la publication de l'Uqam dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.

Publicité:

Remi Plourde
secrétaire Diane Hébert 282-6177

Photographies:

Service d'audio-visuel

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

SIDA GONORRÉE SYPHILIS CHLAMYDIA HERPÈS

Les cinq mots les plus contagieux de la langue française

On les retrouve partout. Et pas seulement les mots. Les maladies du même nom aussi. Il y a toutefois trois choses que vous pouvez faire pour éviter de les attraper.

D'abord, vous pouvez vous abstenir totalement d'avoir des relations sexuelles.

Mais si vous n'y parvenez pas, utilisez donc la deuxième chose: le condom. Les prophylactiques sont la méthode contraceptive que les autorités médicales considèrent la plus efficace pour réduire le risque de contamination par les maladies transmises sexuellement.

Nous fabriquons les condoms. Nous avons même conduit leur méthode de fabrication au haut niveau technologique que nous connaissons aujourd'hui. Parce que nous sommes convaincus que les personnes sexuellement actives ont besoin d'un moyen de protection dans lequel elles ont confiance. Et aujourd'hui plus que jamais.

La troisième chose que vous pouvez faire est de vous renseigner sur le sujet. Parlez avec votre médecin. Ou avec votre clinique

médicale. Ou adressez-vous carrément au plus haut échelon, à l'Association canadienne de santé publique, au 1335, avenue Carling, Bureau 210, Ottawa, Ontario, K1Z 8B8.

On vous y dira que près d'un million de cas de maladies transmises sexuellement sont diagnostiqués chaque année. Et on vous y donnera des conseils sur la manière d'éviter de devenir un chiffre de plus dans les statistiques.

Cela se réduit donc à trois simples choses.

Abstinence. Condom.

Éducation.

Rien d'autre n'est aussi sensé.



Publiez dans votre meilleur intérêt par le premier fabricant de condoms au Canada, Julius Schmid du Canada Ltée, qui a mis en marché Ramses et Sheik, les condoms du bon sens.

Julius Schmid du Canada Ltée
Scarborough, Ontario M1R 2T8

Le Syndicat des chargés-es de cours et l'Université en arrivent à une entente

Le 19 novembre, l'assemblée générale du Syndicat des chargés-es de cours (SCCUQ) se prononçait à forte majorité sur deux lettres d'entente non modifiables, issues de pourparlers entre la direction du SCCUQ et l'Université.

Le 25 novembre, le Syndicat et l'Université paraphaient les lettres d'entente.

Que contiennent les documents signés et quelle en est la portée? Pour l'essentiel, la première lettre traite de rémunération, de mise à jour des connaissances ainsi que de la création d'un comité de liaison.

Au chapitre de la rémunération, il s'agit d'un document qui vise à régir les relations de travail entre les chargés-es de cours et l'UQAM. Le taux rémunération pour une charge de cours de 45 heures s'établit à 3 300 \$ pour 87; à 3 500 \$ pour janvier à avril 88, et à 3 650 \$ pour mai à décembre 88. En clair, c'est une augmentation annuelle de 10 % en 87 et la même chose grosso modo en 88, pour un total de 20 % en deux ans.

La mise à jour des connaissances prévoit 36 charges de



Un intervenant...

cours par année, une augmentation de 100 % sur ce point. Par la mise sur pied d'un comité de liaison, l'Université reconnaît la contribution des chargés-es de cours et décide de travailler avec le Syndicat dans le but d'améliorer l'intégration des chargés-es de cours à l'UQAM et de discuter de leur contribution à l'enseignement.

Pour tout le reste des conditions de travail, c'est le statu quo de la convention signée en 1983, sauf si les parties s'entendent pour en modifier un élément.

Cette lettre d'entente s'applique jusqu'au 31 décembre 89. La hausse salariale pour 1989

sera une avance équivalente aux augmentations des autres personnels de l'UQAM. Les négociations reprennent à l'automne 89.

Quant à la teneur de la deuxième lettre d'entente, l'Université met à la disposition du Syndicat huit charges de cours pour libérations syndicales, soit environ 30 000 \$ par session.

De la loi 48 à maintenant

Le président du Syndicat, M. Robert Tremblay retrace les principales tractations depuis l'adoption de la loi 48 au début de mai dernier: dans un premier temps, le conciliateur Normand Gauthier innove dans les relations de travail en proposant aux parties la lettre d'entente portant principalement sur la rémunération, la mise à jour des connaissances et la création d'un comité de liaison: «Réuni d'urgence en juillet, le conseil syndical adopte les propositions du conciliateur. Mais l'Université tergiverse durant trois mois, relate M. Tremblay. L'exécutif du SCCUQ prend alors l'initiative: il amorce des pourparlers et



À l'assemblée générale du 19 novembre, l'exécutif du Syndicat des chargés-es de cours. Dans l'ordre, de gauche à droite, M. Jean-Gilles Godin, vice-président aux relations inter-syndicales (travail social); Mme Diane Charlebois, vice-présidente à la condition féminine (mathématiques); M. Laurie Girouard, trésorier (sociologie); Mme Marie-Claire Chouinard, vice-présidente à la convention collective (sciences juridiques); M. Claude Blais, secrétaire (mathématiques); M. Robert Tremblay, président (philosophie); M. Normand Brunet, vice-président à l'information (sciences de l'environnement); absente: Mme Marie Alard, vice-présidente aux affaires syndicales (sexologie).

impose des délais pour le règlement de ces pourparlers, ce qui amène finalement le 19 novembre le conseil syndical et l'assemblée générale à se prononcer.

«La nouvelle stratégie du Syndicat consiste à obtenir la reconnaissance des chargés-es de cours et l'amélioration des conditions de travail en assurant l'affirmation constante des chargés-es de cours à l'Université. Investir l'UQAM pour y

être reconnus-es, tel est le nouveau mot d'ordre».

Pour sa part, la partie patronale émettait le 16 novembre un communiqué distribué à travers l'Université sous le titre: «L'UQAM propose une nouvelle approche de relations de travail et de gestion de la convention collective des chargés-es de cours» où se retrouvent énoncés les principaux paramètres de l'entente devant se signer le 25 novembre.

L'informatique...

Suite de la page 1

un comité de travail restreint, s'attelle à la tâche de dresser le bilan de l'informatique à l'UQAM et d'évaluer les besoins du côté de l'enseignement, de la recherche, de la création et de la gestion. Puis, il y a eu une large consultation auprès des instances: commission des études, sous-commissions, comités d'utilisateurs, départements, familles, programmes d'études avancées, centres de recherche, services.

Pour Mme Junca-Adenot et M. Dionne, il ressort de cette vue d'ensemble les idées-forces suivantes:

- l'informatique se rapprochera le plus possible de l'utilisateur dans un souci de décentralisation;
- la collectivité universitaire est invitée à prendre de plus en plus conscience du rôle de l'outil informatique et des possibilités pour tout chacun de l'appliquer dans son domaine particulier;
- l'évolution s'accomplira dans un effort d'utilisation maximale du réseau informatique, compte tenu des ressources et en conformité avec la philosophie des Plans triennaux de l'Université.



Mme Florence Junca-Adenot et M. Gilbert Dionne: «Une vaste consultation à l'Université»

BureauTexte

491-5424

traitement de texte

Particuliers Etudiants

Thèses, travaux de session, etc. \$/page	3,00\$	2,50\$
Curriculum Vitae	30,00\$	25,00\$

136 St-Louis, suite 205, St-Eustache, J7R 1Y2

COPIEXPRESS

*pas de frais pour réduction ou agrandissement sur papier XEROX

photocopies

3¢

COPIEXPRESS
2001-A St-Denis
(Sous-sol M. Saint-Martin)
287-9744

Nous vous offrons également

*reliure
*papier de couleur
*brochage
*pliage

*couvertures (plusieurs couleurs)
*acétates
*enveloppes
*liquide correcteur
*colle

attention étudiants!

Nouveaux diplômés en gestion et informatique

À soixante ans, l'art de regarder devant soi

«Au lieu de nous acheter un condo en Floride, nous avons décidé de poursuivre des études universitaires, cette fois dans des domaines que nous ne connaissions pas.»

Retourner aux études à 50 ou 60 ans, n'est plus en soi un événement. Mais il rare qu'un couple (mari et femme) abandonne à cet âge un travail bien rémunéré, des activités sociales, le plaisir des voyages, pour repartir à zéro.

Ghislaine Guindon, 63 ans, et Louis Trudeau, 58 ans, viennent tout juste de recevoir leur diplôme de maîtrise, elle en **informatique de gestion**, lui en **gestion de projet**. Ils faisaient partie du groupe des 400 étudiants en sciences de la gestion (et certains autres programmes connexes) qui fêtaient dernièrement, à la Place des Arts, leur remise de *brevet* universitaire.

Pourquoi ce couple dans la soixantaine, que rien ne prédisposait aux affaires ou au monde de l'informatique, a-t-il décidé de changer de cap, de s'inscrire dans des champs d'études aux antipodes de ceux qu'ils connaissaient bien? Mme Guindon est déjà diplômée en travail social, elle a oeuvré auprès des enfants handicapés et plus récemment, dans le dossier des femmes au Fédéral.



Mme Ghislaine Guindon: «Il faut travailler à créer une société technologique sans *chosifier* l'homme.»

M. Trudeau avait une formation en sociologie et une expérience importante dans le domaine de la santé, et du logement communautaire.

Mme Guindon raconte que les choses sont arrivées simplement. «Un beau matin, je me suis levée et j'ai dit à mon mari: qu'est-ce que tu penserais si je m'initiais aux nouvelles technologies?» Au ministère fédéral où elle travaillait, les ordinateurs n'étaient pas encore entrés — et personne n'en voulait d'ailleurs —. «On ne gagne rien à se fermer aux technologies de pointe. Et on a tort d'en

avoir peur. Moi, je me disais que je voulais vieillir avec...» Son mari, toujours prêt à encourager sa femme dans de nouvelles entreprises, lui répond d'aller de l'avant. A une condition: il suivra lui aussi quelques cours dans le domaine, histoire de continuer à discuter d'égal à égal dans la maison... Captivé par ses études, M. Trudeau va décider de terminer son programme de maîtrise.

Le couple s'inscrit à l'UQAM en 1984. Il y demeure trois ans à temps plein. Ni l'un ni l'autre n'avaient perdu l'habitude du travail intellectuel et, étant toujours demeurés en contact avec les jeunes, ils se sont facilement adaptés à la vie universitaire. S'ils devaient de nouveau faire un choix, ils se ré-inscriraient en gestion et en informatique, où, estiment-ils, les cours étaient intéressants et les profs compétents.

Pourtant, pas question pour eux d'oublier leurs anciennes amours, les sciences humaines. Ainsi que le dit Mme Guindon: «Dans cette société technologique, il va falloir prendre garde d'oublier l'homme et de sublimer la machine.» Elle fait allusion à l'intelligence artificielle qui tend à *humaniser* les choses et, au robot qui, lui, tend à *chosifier* l'homme.



M. Louis Trudeau: «Rechercher le partenariat et la coopération plutôt que de tout miser sur la concurrence ou la compétition.»

Le couple Guindon-Trudeau souhaite justement, dans son nouveau travail, établir la jonction entre les sciences humaines et les sciences techniques. «Nous nous lançons en affaires, une PME de services-conseils, et nous pensons être capables d'amener nos clients à travailler humainement avec des outils et des méthodes de gestion à la fine pointe du progrès.»

MULTI-PROJETS, le nom qu'ils ont donné à leur entreprise, s'adresse à tout le monde aux prises avec un projet qui a du mal à démarrer, ou avec une organisa-

tion qui a besoin d'un second souffle, une PME qui cherche à s'informatiser, ou encore un congrès à organiser, un site à développer, etc. «Nous offrons une aide personnalisée, mais en laissant les clients *maîtres d'oeuvre* de leur projet.» À MULTI-PROJETS (tél.: 525-7903), tout se fait *subito presto*, dit en blaguant le couple, à l'aide d'un *Macintosh*...

Si le couple n'entrevoit pas, à court terme, de prendre sa retraite («mourir d'ennui dans le Sud»), il n'entend pas non plus travailler 7 jours sur 7. «Nous souhaitons passer trois jours semaine dans nos terres (les Laurentides). Et reprendre le collier en ville le reste du temps. Nous avons aussi offert à l'Université quelques heures de *bénévolat* chaque semaine, en guise de remerciement pour ce qu'on y a reçu. Reste à voir comment cela se concrétisera.»

*La maîtrise en informatique de gestion est récente; Mme Guindon en est la première diplômée, ce dont est particulièrement fier le directeur, M. Tho Hau Nguyen. Quant au programme en gestion de projet, il a la particularité de ne s'adresser qu'à des gens ayant déjà une expérience sur le marché du travail; M. Pierre Normandeau, en est le responsable.

Intitulée *Quand la technique s'enfante*, la conférence-débat du 2 novembre dernier, exprimait un moment de rupture par rapport à nombre de discours entendus depuis plusieurs années face à ce qu'on appelle couramment les nouvelles technologies de la reproduction (NTR).

La rencontre organisée de façon conjointe par le Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche féministes (GIERF) et le Centre interdisciplinaire d'évaluation sociale des technologies (CIEST) se situait à la jonction de l'évaluation sociale des technologies et des rapports sociaux de sexes. Elle visait à «faire voir les dessous, les revers, voire même les effets pervers de ces sciences bio-médicales» qui se présentent à la société comme un remède à la stérilité et aux maladies génétiques.

La soirée prolongeait un vaste Forum, auquel ont participé au delà de 500 personnes, organisé par le Conseil du statut de la femme les jours précédents. Les conférencières, des auteures de marque dans le domaine des NTR, étaient de passage à Montréal dans le cadre du Forum international.

La maternité assistée médicalement

L'ultime illusion de pouvoir reproduire techniquement l'humanité



De gauche à droite: Margrit Eichler, sociologue à OISE (Ontario Institute for Study Education); Anne-Marie de Vilaine, journaliste et écrivaine française; Louise Vandelac, sociologue et coordinatrice du GIERF à l'UQAM; Gena Corea, grande journaliste d'enquête américaine et enfin Laurence Gavarini, sociologue à l'Université Paris VIII.

Les technologies de la procréation, ce sont les techniques qui permettent la fécondation de manière artificielle. Parmi les plus connues: l'insémination artificielle avec sperme du conjoint ou avec sperme d'un donneur, la fécondation in vitro

et le transfert d'embryon, le «prêt d'utérus» (mères porteuses). On retrouve aussi sous cette appellation les techniques de diagnostic prénatal qui permettent de suivre qualitativement le développement de l'embryon.

Le rêve prométhéen

D'entrée de jeu, Mme Louise Vandelac, nouvelle coordinatrice du GIERF, a situé l'ampleur de la question: «Les sciences et technologies de la procréation constituent la figure

moderne d'un rêve prométhéen, elles mettent en jeu l'ultime illusion de pouvoir reproduire techniquement l'humanité.» C'est d'ailleurs par le terme «procréatique» que certains-chercheurs désignent cette science nouvelle visant à contrôler une des fonctions premières de l'espèce humaine, soit la reproduction.

Depuis plusieurs années, a exposé la sociologue Louise Vandelac, on légitime ces sciences en prétendant qu'elles sont le dernier secours pour l'infertilité-stérilité, sans questionner comment cette infertilité est définie et vécue socialement. Selon elle, une bonne partie des gens dits stériles sont d'abord et avant tout «impatients de procréer» et la définition médicale de l'infertilité — un an de relations sexuelles sans contraception et sans conception — est relative et contestable.

Mme Vandelac a mis en relation les difficultés sociales modernes «de trouver l'âge et le moment propices pour faire des enfants» avec l'impatience manifestée quand la décision est enfin prise. Cette impatience, a-t-elle ajouté, est un peu le revers

Suite à la page 6

Défi des universités québécoises: Le développement en conjoncture de changement



Université
du Québec
à Montréal

Texte de l'allocution du recteur de l'Université du Québec à Montréal,
M. Claude Corbo, lors de la rencontre avec les responsables
académiques et les cadres administratifs de l'UQAM,
le 17 novembre 1987

Chers collègues,
Chères collègues,

Mes collègues et moi-même sommes très heureux de vous rencontrer aujourd'hui, en vue de trois objectifs: 1) d'abord, faire le point sur l'évolution de notre Université au cours de la dernière année; 2) ensuite analyser certains développements importants qui s'observent dans l'environnement externe et qui influencent significativement le devenir de toutes les universités québécoises; 3) enfin, identifier certains dossiers qui sollicitent notre attention de manière pressante. Mes collègues et moi-même souhaitons vivement pouvoir répondre à vos questions, entendre vos commentaires et avis et, surtout, en profiter pour échanger plus librement.



Nous attachons la plus grande importance à cette rencontre. C'est une occasion privilégiée de partager nos analyses de la conjoncture, d'ajuster nos perceptions et d'unifier davantage nos visions des choses. La cohésion de nos vues sur le devenir de l'UQAM accroîtra l'efficacité de notre action. Et l'UQAM a besoin que ses membres marchent ensemble dans la même direction générale.

Bilan de la dernière année

Je ne souhaite pas m'étendre trop longuement sur le bilan de la dernière année. Comme souvent dans la vie des personnes et des institutions, cette dernière année nous a apporté un mélange d'échecs, de difficultés aussi bien que de réussites et de succès importants. Pour que nous ne gardions pas que des souvenirs négatifs de la dernière année, je veux d'abord rappeler certains développements positifs de notre vie institutionnelle, d'autant plus que plusieurs de ces développements auront un effet bénéfique à long terme.

a) Au plan proprement académique, il convient de signaler:

- l'octroi d'un 50 000^{ième} diplôme, une maîtrise en sciences de l'environnement à une étudiante;
- la progression soutenue des fonds de recherche, qui dépassent maintenant 11.5 millions \$;
- l'approbation de nouveaux programmes de 2^e et 3^e cycles (maîtrise en droit social et du travail, doctorat en mathématiques);
- l'entrée en vigueur des doctorats en éducation, en communications, en sciences de l'environnement et en linguistique;
- la mise en place de mécanismes d'évaluation de programmes de 1^{er} cycle;
- l'accroissement du fonds de développement pédagogique du 1^{er} cycle;
- la reconnaissance et le financement par le Fonds FCAR de deux centres de recherche de l'UQAM, soit le CIRADE et le GEOTOP;
- de nombreuses réalisations de professeurs comme l'attestent les publications, les expositions, les communications, etc.;
- le renouvellement, au titre du service aux collectivités, de deux protocoles importants (avec CSN-FTQ, et avec Relais-Femmes). Pour cette mission, l'UQAM a obtenu des subventions de plus de 200 000 \$ en 1986-1987. Voilà un bilan fort respectable qui justifie notre fierté.

b) Au plan administratif, il y a aussi des succès notables:

- un plan directeur de l'informatique a été élaboré et, après une consultation appropriée, est en instance d'approbation;

- le dossier de la phase II progresse méthodiquement; par la qualité de ses dossiers, l'UQAM a obtenu du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science des fonds supplémentaires de 7 millions \$ pour réaliser le concept de la phase II;
- le budget de 1987-88 a permis l'ajout aux plans d'effectifs de 32 postes de professeurs et de 42 postes d'employés, ce qui constitue une réalisation remarquable par les temps qui courent;
- ce même budget a permis de mieux soutenir certaines priorités institutionnelles:
 - démarrage de nouveaux programmes de 2^e et 3^e cycles..... 317 000 \$
 - ajouts au FIR pour les bourses..... 75 000 \$
 - ajouts au FIR pour le soutien aux chercheurs..... 250 000 \$
 - accroissement du fonds d'initiative pédagogique au 1^{er} cycle à..... 75 000 \$
 - accroissement aux budgets d'acquisition de la bibliothèque pour les 2^e et 3^e cycles..... 150 000 \$
- on observe des innovations remarquables de certains services (par exemple le Plan informatisé de conservation des immeubles en propriété du Service des immeubles);
- accroissement significatif des espaces mis à la disposition de certaines unités académiques ou administratives;

et, au-delà de ces réalisations particulières, je veux signaler les efforts soutenus et imaginatifs des services pour répondre le mieux possible aux besoins de l'enseignement, de la recherche, de la création et du service aux collectivités. Tout n'est pas parfait; cependant, nos services déploient méthodiquement, dans un contexte de ressources limitées, des efforts particulièrement méritoires et ils témoignent d'une efficacité tout à fait appréciable.

c) Au plan institutionnel, plusieurs éléments méritent d'être signalés:

- la négociation d'une nouvelle entente avec l'UQ sur la question du statut de l'UQAM et ce, en dépit de la condamnation du statut d'Université associée par le Rapport Després;
- la formulation d'un projet de politique d'accès à l'égalité;
- la conclusion d'une nouvelle convention collective négociée entre l'UQAM et le SEUQAM;
- la nomination de nouveaux membres de la direction dont deux apportent à l'UQAM une riche expérience professionnelle acquise en d'autres milieux;
- le lancement de la campagne de souscription de la Fondation par l'implication de membres éminents du milieu des affaires et, ce qui est nouveau et prometteur, de nombreux diplômés et diplômées;
- la crédibilité croissante de l'UQAM auprès des milieux qui connaissent bien les choses universitaires.

Des réussites aux difficultés

Les problèmes sérieux que nous avons connus au cours de la dernière année ne doivent pas faire oublier toutes les réussites que j'ai mentionnées et aussi celles que je n'ai pas mentionnées. J'attache d'autant plus d'importance à ces réussites qu'elles manifestent le dynamisme, la créativité et l'énergie dont nous sommes collectivement capables quand, assumant notre précieux héritage institutionnel, nous savons coordonner nos efforts, à la lumière d'une juste analyse de la conjoncture et en vue d'objectifs partagés.

Autant, sinon plus que nos erreurs, nos réussites doivent nous inspirer. Et chaque réussite est une pierre ajoutée à l'édifice que construisent notre détermination et notre patient effort.

La situation financière

La dernière année a aussi été marquée de difficultés. En premier lieu, la situation financière de l'Université demeure préoccupante, car elle trahit toujours une carence éprouvante de ressources. L'année 1986-87 a débuté avec un déficit de 1,3 millions \$; au 31 mai 1987, malgré tous nos efforts, ce déficit a atteint 2,6 millions \$.

Une partie de la croissance du déficit s'explique par des diminutions tout à fait imprévisibles des revenus que nous attendions du MESS. Quoiqu'il en soit, le déficit accumulé atteint désormais presque 2% du budget de fonctionnement. Tout en n'étant pas catastrophique, ce déficit est préoccupant. Vu l'incertitude qui entoure le financement futur de l'Université, nous devons prendre des mesures pour stabiliser, puis pour réduire le déficit, afin de ne pas hypothéquer indûment les années futures.

Par ailleurs, le MESS a confirmé aux universités, le 28 septembre dernier, qu'il exigerait d'elles des plans de résorption des déficits accumulés. Nous n'avons pas le choix d'esquiver la question et cela est d'autant plus impérieux que personne ne peut sérieusement garantir que l'économie (québécoise, canadienne, américaine et mondiale) soit totalement à l'abri de difficultés sérieuses dans un proche avenir. Dans ce contexte, la collectivité de l'UQAM doit se préoccuper de sa situation financière.

Les chargés-es de cours

La dernière année a aussi été marquée par la conclusion insatisfaisante du processus de négociations avec le Syndicat des chargés de cours. Il me paraît aujourd'hui tout à fait inutile de distribuer des blâmes à cet égard. Il me paraît beaucoup plus sage d'inviter toutes les composantes de l'UQAM à un nouvel effort concerté pour aménager aux chargés de cours une place qui tienne compte de leur contribution essentielle à la vie de l'Université.

Cela sera possible si toutes les composantes de l'Université et pas seulement les seuls responsables des négociations collectives, apportent leur contribution. Pour notre part, nous entendons contribuer de notre mieux à l'établissement d'un cadre de travail qui, prenant acte de toutes les contraintes du système dans lequel nous vivons, aménage une place appropriée aux chargés de cours qui les amène à concourir pleinement à l'atteinte de nos objectifs.

Les difficultés de divers ordres que nous avons vécues ont eu un impact sur l'image de l'UQAM et, comme c'est souvent le cas, les bonnes nouvelles sont passées inaperçues. Cette préoccupation ne doit jamais nous échapper. Chaque membre de la collectivité de l'UQAM est un ambassadeur de l'Université dans les milieux qu'il fréquente et je vous invite à pleinement assumer cette tâche importante.

Je conclus ce bilan en exprimant ma conviction que l'UQAM maintient son progrès et que, malgré les difficultés récentes, elle a accumulé suffisamment de réussites en 1986-87 pour conclure à un bilan globalement positif. Sachons le reconnaître avec fierté.

Évolution de l'environnement externe

Il m'est apparu utile de consacrer une partie de mon allocution à l'analyse de l'évolution de l'environnement externe. Dans cet environnement, on observe des développements importants. Ces développements comportent des conséquences pour notre université et pour toutes les universités. Toutes ces conséquences ne sont pas également heureuses ou profitables. Voilà pourquoi il est utile que nous fassions ensemble une bonne lecture de la conjoncture dans laquelle évoluent toutes les universités québécoises.

Si je devais résumer en peu de mots cette lecture de la conjoncture externe, je dirais ce qui suit.

Influence de l'environnement externe

S'il fut jamais un temps où les universités québécoises vécurent dans l'isolement d'une tour d'ivoire, tout donne à penser que ce temps est bien révolu. L'environnement externe influence de façon croissante l'évolution de nos établissements. En d'autres termes, le devenir des universités dépendra de plus en plus, non seulement de leur dynamisme interne, mais de leur capacité à développer une action qui exploite à leur propre profit les forces qui font pression sur elles.

Je veux donc analyser ces forces externes, ces développements importants dans l'environnement dont nous devons tenir compte pour assurer le développement continu de l'UQAM. Ces facteurs externes ne doivent pas être vus dans un esprit fataliste. Ignorer la

loi de la gravitation universelle n'a jamais sauvé la vie de quiconque; au contraire, l'action humaine profite toujours d'une meilleure connaissance des lois de la nature.

Aussi, c'est avec réalisme et lucidité que nous devons analyser la conjoncture externe qui nous confronte; notre action n'en sera que plus efficace. En outre, cette analyse permettra de mieux comprendre l'importance critique de certaines de nos priorités institutionnelles.

Perspectives démographiques

Commençons par les perspectives démographiques. Certains d'entre vous les connaissent bien; elles méritent de l'être de nous tous, car elles sont matière à réflexion.

Pour la période de 1980 à 2006:

- le groupe des 18 à 24 ans passe de 900 000 personnes à environ 580 000; mais ce qui est significatif, c'est que le niveau des 670 000 sera atteint dès le début des années 1990;
- le groupe des 25 à 39 ans demeure relativement stable autour de 1,5 million;
- le groupe de 40 à 49 ans croît de 700 000 à 950 000 en 1990 et à 1,2 million en 2006.

On peut tirer deux conséquences de ces perspectives démographiques:

- d'une part, l'ère de la croissance automatique et continue des effectifs étudiants est révolue. Bientôt, il y aura beaucoup moins de jeunes susceptibles d'entreprendre des études universitaires. Les cohortes de gens plus âgés, mieux scolarisés au cours des années 1970 et 1980, ne combleront pas automatiquement les vides.
- d'autre part, prévenue à l'avance de ces tendances démographiques, l'UQAM peut s'y préparer et, par des moyens appropriés, renforcer son taux d'attraction et conserver sa juste part des effectifs étudiants jeunes et adultes.

La hausse du taux de fréquentation universitaire n'est pas non plus automatique. C'est pourquoi certains prédisent une baisse possible des EETC (étudiants équivalents temps complet) de l'UQAM: de 22 800 présentement à aussi peu que 20 000 en 1993 ou 1994 (Université du Québec, Service de la planification et de la recherche institutionnelle, Prévisions d'effectifs 1986-1987, p. 23);

Je vous cite certains de ces moyens: offre de programmes d'études meilleurs et plus attrayants; rétention des admis et redressement du taux de persistance des inscrits; élargissement de la gamme des programmes de maîtrise et de doctorat; meilleur soutien financier aux étudiants, grâce à un accroissement des fonds de recherche, etc.

Ainsi, la réflexion sur les tendances démographiques nous justifie d'améliorer nos programmes, de renforcer notre effort de recherche, de parfaire nos pratiques pédagogiques. Par ces développements académiques, nous pouvons résister au déclin démographique.

Attentes changeantes du milieu

Les attentes du milieu à l'endroit des universités changent. Quand l'on observe attentivement les attitudes des milieux socio-économiques à l'endroit des universités, on constate certaines constantes communes à des groupes fort divers.

D'une part, les universités demeurent des institutions prestigieuses aux yeux du milieu et, spontanément, ce milieu est fier des universités qu'il appuie et finance. D'autre part, il y a un consensus sur le rôle essentiel que doivent jouer les universités dans une société dont l'économie a de plus en plus comme moteur et ressources principales la connaissance et la matière grise. Il y a même une disponibilité, dans le milieu, à accueillir les griefs que formulent les universités quant à leur financement.

Des organismes aussi divers que les centrales syndicales, la Chambre de commerce de Montréal, l'Association des Manufacturiers canadiens, pressent les gouvernements de maintenir et d'accroître leurs contributions financières aux universités. Tout cela est fort encourageant pour les universités. Et l'énergie avec laquelle la communauté des affaires, à Montréal, à Québec, et un peu partout au Canada, s'engage dans les campagnes de levée de fonds pour les universités prouve la sincérité de l'attachement de ce milieu à la promotion de la cause universitaire.

Formation à quel prix?

Cependant, au-delà de cet appui général des milieux socio-économiques aux universités, se manifestent de plus en plus vigoureusement certaines attentes précises à l'endroit des établissements universitaires. Une brève citation, tirée d'une allocution récente d'un dirigeant bien connu d'une importante entreprise de haute technologie, donne une bonne illustration de ces idées:

"...si l'on veut des diplômés qui savent quelque chose, il faut leur enseigner des connaissances, vérifier régulièrement l'acquisition de ces connaissances et surtout être exigeant envers eux. Dans ce sens, un sérieux coup de barre doit être donné.

Quant à l'Université, il faut repenser vraiment tout le système de financement pour amener les institutions à mériter les ressources qu'elles obtiennent. La meilleure façon: donner le maximum de ressources financières aux meilleures institutions et leur permettre d'avoir accès à de multiples sources de financement." (BOUTIN, André J., Allocution à l'Association des MBA du Québec, 14 octobre 1987).

Soutiens financiers

Le message est clair. Tant les gouvernements que le secteur privé doivent accroître leur soutien financier aux universités parce qu'elles sont un instrument essentiel de développement économique, technologique, social et culturel. Mais, en contrepartie, les universités doivent répondre à des attentes précises:

- gérer efficacement leurs ressources;
- offrir des programmes de qualité, répondant aux besoins à court et à long terme de la société;
- faire preuve d'exigences rigoureuses à l'endroit des étudiants pour leur donner la meilleure formation possible;
- se préoccuper d'ajuster l'offre de diplômés à la demande actuellement prévisible;
- accroître la productivité de leurs personnels;
- accroître leur effort de recherche, notamment en regard des besoins des milieux externes.

Performance universitaire

Et, à travers ces exigences multiples, une idée de fond s'affirme avec une autorité croissante: il faut lier le financement des établissements universitaires à leur performance. Plus crûment, cela revient à dire: donnons plus d'argent aux meilleures universités, aux plus performantes, finançons la qualité et l'excellence, et forçons les universités qui ne comprennent pas le message à se contenter de moins de fonds.

On demande donc aux universités de rendre des comptes, de s'adapter aux besoins de la société, de développer un esprit de service, de faire preuve de pertinence, de productivité, de performance, de s'astreindre à une auto-évaluation rigoureuse, se montrer capables d'innover, d'abolir des programmes ayant épuisé leur utilité. Et on propose que les fonds soient attribués en fonction de la performance.

Il est tentant de récuser ce discours; mais il plaît aux gouvernements et ce d'autant plus qu'ils ont des problèmes financiers. En outre, un nombre important de citoyens et de citoyennes réagissent bien à ce discours.

L'excellence à l'UQAM

Je crois pour ma part que si l'UQAM est attentive à ce discours, elle saura développer des pratiques universitaires lui permettant de tirer profit, par la réponse aux attentes du milieu, à la poursuite de ses objectifs propres.

Sans se trahir, elle a répondu à des attentes du milieu: la mission de service aux collectivités, la croissance des contrats de recherche, la signature d'une entente avec la Commission de la fonction publique du Canada, la création, conjointement avec Concordia (avec financement fédéral), d'un service de recherche et de développement, voilà autant d'illustrations de la capacité de l'UQAM de réagir efficacement aux attentes du milieu. Nous pouvons continuer.

Concurrence entre les universités

Un troisième développement important de l'environnement externe réside dans la concurrence entre les universités.

Certains refuseront de voir un développement dans cette concurrence: depuis toujours, elle existe et c'est vrai. D'autres, tout en reconnaissant l'existence d'une concurrence entre établissements, voudront plutôt en affirmer leur complémentarité et citer les nombreuses ententes de coopération entre les établissements. Cela aussi est vrai. Pourtant, il m'apparaît justifié de signaler l'intensification de la concurrence entre les universités. J'en veux pour preuve les tendances qui suivent:

- la réduction rapide du nombre de jeunes de 18 à 24 ans aiguîsera la concurrence entre universités pour l'accueil de nouveaux étudiants;
- la stabilisation des fonds alloués aux organismes subventionnaires publics rendra plus difficile l'obtention de fonds de recherche;
- les discussions sur la formule de financement du MESS mettent en évidence les intérêts opposés des établissements universitaires et la ténacité avec laquelle ils les défendent;
- le recours aux fonds du secteur privé, tant par des campagnes de souscriptions que par des actions conjointes de formation et de recherche, est une autre occasion de vive concurrence entre établissements;
- en matière de recrutement de professeurs, surtout dans les disciplines de pointe, ou pour les jeunes professeurs prometteurs, les universités sont aussi âpres dans leur recrutement que peuvent l'être - si l'on me pardonne la comparaison - les équipes de sport professionnel; et nul code d'éthique ne condamne le maraude.

L'esprit d'innovation

Au cours des années à venir, nous de l'UQAM aurons à vivre une concurrence toujours plus vive. L'UQAM comme telle recherche aussi sa place au soleil. Il me paraît donc indiqué de nous inviter à poursuivre nos efforts de développement: les universités qui n'avancent pas reculent. Il suffit d'observer attentivement ce qui se passe dans les autres universités pour constater qu'elles prennent très au sérieux cette situation de concurrence. Elles ne sommeillent pas.

Mais, comme au cours de son histoire, l'UQAM a su innover et prendre de l'avance sur divers terrains, je suis convaincu que nous continuerons à relever le défi. En nous inspirant de notre héritage institutionnel, nous sommes capables d'imaginer les développements novateurs qui maintiendront l'UQAM à l'avant-garde.

À cet égard, la poursuite du développement de la recherche et de la création, le recrutement de jeunes professeurs prometteurs, la mise à jour de notre premier cycle, l'affirmation d'une présence institutionnelle en sciences appliquées et en génie, voilà autant de moyens précis de soutenir efficacement la concurrence. Dans ce contexte, il est très important de savoir recourir à des indicateurs de performance pour évaluer périodiquement notre situation d'ensemble.

L'action du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science

L'action du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science est un quatrième développement important dans l'environnement. En bref, le MESS agit et agira non pas seulement comme soutien financier aux universités, mais comme coordonnateur et orienteur de leur développement. L'influence qu'exerce le MESS va en croissant et il est capital de le comprendre.

L'action du MESS s'exerce de trois façons distinctes mais complémentaires:

1. en premier lieu, le MESS s'est doté de systèmes très sophistiqués d'information de gestion, tels SIFU et RECU, qui lui permettent de connaître à fond ce qui se passe dans les universités. Qu'il s'agisse des finances ou des activités académiques, le MESS est à même de comparer les universités entre elles selon de nombreuses variables, tout comme il peut comparer les disciplines, les programmes d'études à l'intérieur d'une université ou entre elles. Cette information très détaillée et très abondante confère au MESS des moyens d'évaluation et de contrôle des universités.
2. En second lieu, le MESS utilise, dans ses règles de financement, certains paramètres précis pour identifier des priorités de développement aux universités. Prenons deux exemples pour illustrer cette tendance. Pour dénombrer les clientèles au 1er cycle, le MESS établit qu'un EETC équivaut à 30 crédits; cela signifie que l'UQAM, dont les étudiants à temps complet ne

suivent en moyenne que 27 crédits par année, perd environ 9% de ses étudiants pour fins de financement. Ou encore, le MESS ne finance les étudiants de maîtrise et de doctorat que pendant 4 et 8 sessions. Le MESS incite donc les universités à accélérer le temps de diplomation des étudiants.

Deuxième exemple: pour répartir entre les universités, sur la base des étudiants inscrits, une subvention supplémentaire de 15 millions \$ cette année, le MESS pondère les étudiants selon les cycles. Cela donne le résultat suivant:

	EETC 1985-1986 Total non pondéré	EETC 1985-86 Total pondéré
McGill	20 474	25 415
UQAM	21 184	22 449

Ainsi, par la formule de financement, le MESS indique aux universités les priorités qu'il juge socialement et politiquement justifiées, laissant les universités libres de tirer leurs propres conclusions.

- En troisième lieu, le MESS s'intéresse de très près au devenir des universités par des moyens aussi divers que les études sectorielles du Conseil des universités, le comité d'étude sur la tâche des professeurs, la demande aux universités de préparer des plans d'équilibre budgétaire ou des plans de développement incluant non seulement des objectifs, mais aussi des indicateurs de performance. Sur ce dernier point, l'UQAM a pris les devants sans attendre la demande du MESS.

Certaines méchantes langues affirment que le grand vent de déreglementation qui souffle sur les gouvernements en Amérique du Nord s'est arrêté aux portes du MESS. Elles n'ont pas entièrement tort. Le MESS prend très au sérieux le milliard de dollars qu'il consacre aux universités et, comme citoyens et citoyennes payant des impôts, nous pouvons le comprendre.

Comme universitaires, nous avons tout intérêt à connaître et comprendre l'action du MESS et d'en tenir compte dans notre devenir. Une bonne lecture des préoccupations du Ministère est indispensable au développement de l'UQAM. Constatons tout de même que notre action des dernières années et les priorités que nous dégagons pour l'avenir ont la double qualité de répondre à nos aspirations profondes et de placer l'UQAM en bonne posture vis-à-vis le MESS.

Il me paraît clair, à écouter tout ce que l'on dit autour de nous, que les universités sont plus que jamais indispensables au progrès économique, social et culturel non seulement des personnes mais aussi des sociétés dans leur ensemble. Dans ce contexte, l'intérêt que l'on témoigne aux universités ne doit pas surprendre les universitaires. Si cet intérêt du milieu nous vaut des appuis et des moyens nouveaux, il nous vaudra aussi des exigences accrues de rendement et de performance.

Dans ce contexte, la nostalgie des temps révolus, la volonté surannée de sauvegarder la solitude de l'université, sont la pire stratégie possible. L'UQAM qui, depuis ses débuts, s'est voulue ouverte au milieu et attentive à ses besoins, est capable d'assumer le défi de répondre plus et mieux aux attentes de l'environnement et de faire sa réponse une occasion nouvelle de développement.

Les dossiers prioritaires des prochains mois

À la lumière du bilan de la dernière année et de l'analyse de la conjoncture extérieure, je souhaite maintenant vous entretenir des dossiers prioritaires pour les prochains mois.

Développement institutionnel

Avant d'aborder le dossier du développement académique, il y a lieu de considérer certains dossiers de développement institutionnel général.

La majeure partie de ces dossiers évoluent d'une façon satisfaisante.

- Statut de l'UQAM:** suite à la nouvelle entente entre l'UQAM et l'UQ, le dossier est entre les mains du ministre Ryan. Ce dernier m'a informé, le 27 octobre, qu'il entendait le régler à l'hiver 1988. Il n'y plus raison de tarder et je suis confiant que cela se règlera.
- Les espaces:** l'UQAM occupe de nouveaux espaces en location cette année. Par ailleurs, l'aménagement de la phase II du campus progresse de façon tout à fait satisfaisante: la première partie, au sud du pavillon Aquin, verra commencer très bientôt les travaux de construction proprement dits.

Quant à la deuxième partie, face au clocher du pavillon Jasmin, elle traverse les dernières étapes de la programmation. Les opérations de construction devraient débuter vers l'été 1988. Enfin, en ce qui concerne la réfection du Pavillon Arts IV pour y loger le département de Chimie, les architectes ont été engagés au Conseil d'administration du 20 octobre 1987.

- L'informatique:** dans une semaine, avec l'accord du Conseil d'administration, l'UQAM disposera d'un plan directeur de l'informatique. Résultant d'analyses très minutieuses, fruit d'une longue consultation, impatiemment attendue, ce plan directeur constituera un instrument de gestion et de développement extrêmement important pour notre Université.

La ressource informatique est vitale à notre université pour son activité académique et pour son activité administrative. Certains se sont inquiétés et s'inquiètent encore de la capacité de l'Université d'assurer à la fois le soutien informatique aux activités d'enseignement et de recherche et aux activités de gestion.

La direction est sensible à cette inquiétude. Cependant, ces développements doivent être vus dans un cadre temporel approprié, ponctué par l'adoption annuelle de budgets de fonctionnement et d'investissement et donc sujets à corrections périodiques. Sans sous-estimer la complexité du dossier, il ne faut pas céder prématurément à la panique.

Je veux donc profiter de l'occasion pour féliciter ceux et celles qui ont contribué à sa réalisation. Il y a aussi lieu d'encourager et d'appuyer ceux et celles qui le mettent en oeuvre. Nous n'avons certes pas surmonté toutes les difficultés inhérentes au développement de l'informatique; à ce titre, la question des grands systèmes corporatifs demeure source de préoccupation; cependant, nous savons où nous allons et il y a de la lumière au bout du tunnel.

- Modes d'organisation et de fonctionnement:** m'étant clairement exprimé sur cette question au cours de la dernière année, je réitère aujourd'hui notre disponibilité à envisager des changements, pour autant que deux grandes conditions soient respectées.

D'une part, des changements significatifs et durables exigent un large consensus dans la collectivité. D'autre part, tout changement doit fournir à l'UQAM des moyens meilleurs de poursuivre et d'atteindre ses objectifs institutionnels et de mieux vivre ses valeurs.

En ce sens, nous devons nous entendre sur le genre d'université que nous voudrions construire au cours des prochaines années. Seuls sont recevables les structures et les modes de fonctionnement qui renforcent la capacité de l'Université d'atteindre ses objectifs de développement.

- Campagne de souscription de la Fondation:** lancée officiellement le 13 octobre 1987, visant un objectif de 10 millions \$, la campagne de souscription bénéficie de l'engagement personnel enthousiaste de membres très éminents et très prestigieux de la communauté des affaires de la région montréalaise.

Ces personnes, qui en très grande majorité n'ont aucun lien avec notre Université, acceptent néanmoins de s'associer généreusement à notre effort de développement et elles le font avec une très grande détermination. Nous devons leur en être reconnaissants.

Par ailleurs, les diplômés se sont engagés sérieusement pour la première fois dans une telle campagne. Ici encore, l'on observe beaucoup d'enthousiasme et beaucoup d'énergie et cela fonctionne. En effet, en obtenant des contributions qui atteignent maintenant 200 000 \$, les diplômés ont quadruplé leur objectif de départ. Les cadres de l'Université ont également dépassé leur objectif de 100 000 \$. Dans l'ensemble, donc, la campagne de souscription va bien; à son lancement, le 13 octobre, elle avait déjà atteint 35% de son objectif, ce qui est un très bon signe.

Le taux de participation des professeurs atteint 36% et les fonds ainsi recueillis représentent 36% de l'objectif. Il est possible, il est nécessaire de faire mieux. Je rends ici hommage aux départements de Chimie, de Danse, d'Histoire de l'art, de Musique, de Sciences religieuses, dont le taux de participation dépasse 70%. Je presse donc les autres départements à suivre cet exemple.

- Plan de communication:** dans le but de faire mieux connaître nos nombreuses réalisations, un plan global de communication institutionnelle est en voie d'élaboration. Le Conseil d'administration en a été informé à son assemblée d'octobre. Ce plan de communication vise à mettre en valeur nos réalisations, à mieux

coordonner nos actions multiples et à faciliter le rôle d'ambassadeur que chaque membre et chaque unité de l'UQAM peut jouer très efficacement. Comme dans le cas de l'informatique, j'ai la conviction qu'un tel plan rendra notre action plus efficace et améliorera sensiblement l'image de l'UQAM surtout dans les milieux qui connaissent moins nos réalisations.

Le financement

Voilà donc des dossiers qui évoluent bien. Je veux maintenant aborder le dossier du financement qui, comme je l'ai dit, demeure très préoccupant. Rappelons quelques données du problème:

- le déficit accumulé a doublé du 31 mai 1986 au 31 mai 1987 et atteint 2,6 millions \$. Il s'impose de le stabiliser et de le réduire pour plusieurs raisons:
- le MESS a clairement demandé aux universités de mettre au point des plans d'équilibre financier impliquant l'élimination des déficits accumulés;
- le règlement final avec le Syndicat des chargés de cours pourra occasionner des dépenses nouvelles;
- la subvention 1988-89 du gouvernement, calculée en fonction d'une comparaison des inscriptions de l'année 1987 à celles de l'année 1986, est incertaine, vu les fluctuations et les pertes possibles de clientèles et il ne faut pas s'engager dans la nouvelle année financière avec un déficit important;
- à moyen terme, beaucoup d'incertitude entoure la situation financière du gouvernement en raison des incertitudes entourant l'évolution de l'économie nord-américaine;
- la révision de la formule de financement des universités est aussi entourée de nombreuses incertitudes.

Dans ce contexte, le déficit accumulé de 2,6 millions \$, s'il est minime par rapport à ceux d'autres établissements, est d'autant plus préoccupant qu'il est à la seule charge de l'UQAM. Sur ce point, le MESS a été cohérent par rapport à ses positions de l'automne 1986: le gouvernement n'assumera pas la dette accumulée des universités. Tôt ou tard, l'UQAM devra faire face à la sienne.

Québec: financement universitaire

Au-delà de cette question, il y a celle de la révision de la formule de financement des universités. Le ministre est fermement décidé à mener à terme une telle révision pour introduire plus de rationalité et plus d'équité dans le financement des universités. Les nouveaux paramètres de financement des universités ne sont pas encore arrêtés. Cependant, si l'on se fie aux paramètres utilisés pour la répartition des 40 millions \$ supplémentaires attribués aux universités cette année, on peut identifier des éléments importants susceptibles de se retrouver dans une nouvelle formule de financement:

- la prise en compte des subventions de recherche pour aider les universités à supporter les frais indirects de recherche;
- la pondération des étudiants non seulement selon la discipline, mais selon le cycle d'études, en privilégiant les étudiants de 2e et 3e cycles;
- le volume total des fonds de recherche des établissements;
- la taille des établissements.

Ces paramètres sont de nature à avantager certains établissements plus que d'autres. Dans ce contexte, il me semble que l'UQAM doit mener une action double: d'une part, poursuivre méthodiquement ses représentations auprès du Conseil des universités et du MESS pour que la nouvelle formule de financement tienne compte des établissements en émergence.

D'autre part, poursuivre des développements qui à la fois répondent à ses propres aspirations et la placent en meilleure posture au plan du financement. J'en viens ainsi au dossier du développement académique de l'Université.

Développement académique

Au plan du développement académique, je veux d'abord attirer votre attention à l'importance de bien préparer le plan triennal 1988-1991.

Plan triennal

Les plans triennaux précédents ont permis à l'UQAM de mieux cla-

rifier ses orientations fondamentales en les fondant sur des consensus solides. La préparation du plan triennal 1988-1991 ne requiert pas la reprise des débats philosophiques sur les orientations fondamentales de l'Université.

Je suis heureux de constater que la préparation du plan triennal 1988-1991 nous permettra d'améliorer notre méthodologie de planification en identifiant, pour chacune des grandes orientations fondamentales, un certain nombre d'objectifs opérationnels précis et surtout des indicateurs permettant de mesurer périodiquement et de façon précise le degré de réalisation de nos volontés de développement.

Il en résultera une planification plus précise, et sujette à des vérifications périodiques indispensables à une action efficace. Ayant quelque peu participé, dans le passé, au processus de planification institutionnelle, je me réjouis de l'amélioration significative du processus. J'invite donc toutes les unités académiques et administratives de l'Université à contribuer à la mise au point du plan triennal.

Au-delà de la préparation du plan triennal 1988-1991, deux dossiers académiques sollicitent notre attention au cours des prochains mois.

Études avancées

Premièrement, l'effort considérable de développement des études avancées, de la recherche et de la création qui nous a coûté tant d'énergies depuis le début des années 1980, doit absolument être poursuivi sans relâche. Il serait proprement dramatique pour l'avenir de l'UQAM de relâcher à ce moment-ci notre effort et de nous asseoir sur nos lauriers.

Pour nous prémunir d'une certaine fatigue à cet égard, je rappelle les données suivantes:

- le Québec retarde encore par rapport à l'Ontario en matière de recherche en ce qui concerne l'obtention de fonds fédéraux et en matière de formation aux 2e et 3e cycles: le Québec, toutes proportions gardées, ne décerne que 66% du nombre de doctorats et 74% du nombre de maîtrises de l'Ontario. L'accessibilité passe aussi par les 2e et 3e cycles et l'UQAM a toujours voulu contribuer à soutenir les efforts de développement du Québec;
- à l'UQAM, seulement 35% des professeurs ont des fonds de recherche et la moyenne de fonds par professeur est inférieure à celle des autres universités;
- à l'UQAM, pour 30 départements, il n'y a encore que 12 doctorats et certains départements n'offrent pas encore de maîtrise. Seule l'intensification de la recherche et de la création permettra à ces départements d'émerger aux cycles supérieurs;
- à l'UQAM, à peine 7% des étudiants sont inscrits aux 2e et 3e cycles; au Québec, l'UQ exclue, la proportion est de 15%.

L'avenir de l'UQAM

Le Québec est en retard et, au Québec, l'UQAM est en retard. C'est une université complète que nous voulons. Nous l'aurons si nous soutenons sans défaillir notre effort de développement de la recherche, de la création et des études avancées. Par dessus tout cela, nous savons maintenant que notre financement même dépendra de plus en plus de l'intensité de notre activité de recherche et de formation aux 2e et 3e cycles. La qualité de notre Université et sa sécurité financière commandent de maintenir notre effort.

Sur cette priorité académique, il me paraît que nous faisons consensus. Fort heureusement, au cours des dernières années, le mouvement de développement des études avancées, de la recherche et de la création a été particulièrement bien amorcé et engagé dans la bonne direction. L'essentiel, maintenant, est de poursuivre sans relâche et avec encore plus d'intensité cet effort de développement des études supérieures, de la recherche et de la création.

Le premier cycle

Deuxièmement, parallèlement à la poursuite de cet effort, le temps est venu d'entreprendre ensemble la mise à jour du premier cycle. C'est un travail de longue haleine dont la nécessité est très largement reconnue.

J'ai parlé de dessein de "mise à jour" du premier cycle. En effet, le premier cycle, tel que nous le pratiquons à l'UQAM, a vingt ans. Il incarne un certain nombre d'idées et de valeurs qui se sont façonnées au cours des années 1960, dans une perspective de réforme et de modernisation de l'institution universitaire telle que nous l'avions connue au Québec. Ce premier cycle était inspiré d'un idéal d'accessibilité qu'il a largement réalisé.

Cependant, vingt ans plus tard, un certain nombre de phénomènes nous suggèrent de réfléchir sur notre pratique du premier cycle:

- l'abandon de cours que connaissent bien les directeurs de modules;
- les changements de programmes (15% dans les baccalauréats à l'UQAM de 1969 à 1984);
- les abandons scolaires (45% dans les baccalauréats et 55% dans les certificats à l'UQAM de 1969 à 1984);
- l'allongement de la durée moyenne des études (8 sessions pour le certificat, 9 sessions pour le baccalauréat);
- la qualité douteuse de la langue écrite et parlée;
- la multiplication et la très grande spécialisation des cours et des programmes.

Nous vivons quotidiennement ces phénomènes. Pris un par un, ils peuvent ne pas inquiéter; cependant, comme ils sont tous simultanément présents dans la vie de notre premier cycle, fut-ce avec une intensité variable selon les programmes, ils constituent un signal d'alarme trop bruyant et trop insistant pour ne pas être entendu. Une réflexion et une mise à jour s'imposent.

Certains, convaincus de la nécessité de cette mise à jour, se décourageront devant la tâche à accomplir, en invoquant la modestie des moyens disponibles à cette fin. À ce souci compréhensible, il me paraît opportun de répondre en deux temps.

Premier temps

Dans un premier temps, un certain nombre de changements à notre premier cycle n'impliquent pas de coûts significatifs et peuvent même - j'ose le dire - entraîner des économies que l'on pourra justement réinvestir dans l'amélioration du premier cycle.

À ce titre, je cite: le resserrement des exigences pédagogiques pour abréger la durée des études, une opérationnalisation plus efficace des objectifs des programmes par un meilleur choix des cours, une clarification des objectifs généraux et spécifiques des programmes, une déspecialisation des programmes assortie d'une ouverture à d'autres disciplines, la substitution de cours à large portée scientifique et culturelle et à large clientèle à des cours hyper-spécialisés n'intéressant qu'une clientèle minime, une meilleure affectation des ressources professorales selon la nature des cours, une réduction des programmes abusivement spécialisés en faveur de programmes plus polyvalents à cheminement diversifiés, une meilleure sélection des étudiants à l'entrée, le recours à des stratégies pédagogiques prévoyant un énoncé plus clair des attentes à l'endroit des étudiants et à une évaluation plus fine de leurs apprentissages, la fermeture de programmes d'études qui ont épuisé leur utilité, l'évaluation plus méthodique et plus exigeante des programmes en place et, enfin, une vision plus juste du premier cycle dans le processus de formation depuis le collège jusqu'aux études de maîtrise et de doctorat, en respectant la spécificité de ce niveau de formation.

Tous ces changements peuvent être introduits dans notre pratique de premier cycle, sans exiger de ressources nouvelles significatives, en libérant même des ressources présentement mal employées ou non employées de façon optimale et qui pourront immédiatement être réinjectées dans les activités de premier cycle.

Deuxième temps

Dans un deuxième temps, je signale que nous disposons déjà d'un fonds institutionnel de développement et d'expérimentation pédagogique qui pourra s'accroître dans la mesure même où il apparaîtra nécessaire à la réalisation d'un premier cycle mis à jour. Il a été et il demeurera possible, dans la planification budgétaire, de dégager des marges de manoeuvre nécessaires au développement. Le travail de mise à jour, une fois complété, révélera justement les changements nécessaires qui, eux, demandent des ressources nouvelles.

L'histoire de l'Université depuis 1969, le spectaculaire développement des études avancées et de la recherche, démontrent notre capacité de mettre à jour et de relancer notre premier cycle. Dans cette entreprise, nous devons toujours nous inspirer de nos idéaux de démocratisation et d'accessibilité; mais nous devons les lier indissolublement à la poursuite de la formation de la meilleure qualité. Notre riche expérience du premier cycle nous donne la capacité de faire la mise à jour nécessaire.

Les professeurs

Pour soutenir sans défaillance l'effort de développement des études avancées, de la recherche et de la création et pour entreprendre la mise à jour du premier cycle, il s'impose de gérer avec le plus grand soin la ressource qui est au coeur de ces activités, c'est-à-dire le corps professoral. Tant au plan des services qu'au plan des départements, il faut élaborer si requis ou renforcer lorsqu'elles existent des règles de gestion de nos ressources pro-

fessorales. Cela veut dire un certain nombre de choses que nous connaissons mais que je veux rappeler:

- l'embauche de nouveaux professeurs doit être particulièrement bien soignée;
- les premières années de carrière universitaire sont décisives pour l'insertion efficace des jeunes professeurs dans la recherche ou la création. Aussi s'impose-t-il que les départements confient à leurs jeunes professeurs des tâches d'enseignement et de service à la communauté qui à la fois leur permettent de bien engager leur travail de recherche et de bien apprendre leur métier de professeur;
- il faut permettre aux professeurs en milieu de carrière de se retrouver dans les tâches qui leur conviennent le mieux, compte tenu de leurs réalisations personnelles et de leurs intérêts;
- les professeurs les plus expérimentés des départements sont appelés à jouer un rôle intégrateur dans l'Université: d'abord en matière d'enseignement, car ils sont en général particulièrement aptes à assumer les grands cours d'introduction; ensuite en matière de recherche, en soutenant et en conseillant les jeunes collègues; enfin, dans la vie départementale en général, en facilitant l'insertion des nouveaux venus.

Chaque département pourra réaliser la gestion de ses ressources professorales selon sa situation propre. Cependant, chaque âge de la vie professorale offre des forces particulières, dans notre contexte institutionnel, une gestion éclairée des ressources professorales est un moyen essentiel de réalisation de nos objectifs de développement, en confirmant à chaque professeur les tâches qu'il est le plus apte à assumer.

Voilà donc, avec la préparation du plan triennal 1988-1991, les dossiers prioritaires de développement académique de l'UQAM. Nous ne pouvons affaiblir notre effort de développement des études avancées, de la recherche et de la création; nous ne pouvons différer la mise à jour et la relance du premier cycle; et nous n'y parviendrons qu'avec une sage gestion de nos ressources professorales.

Conclusion

Au moment de conclure cette intervention, je veux d'abord réitérer une constatation très importante. Au cours de la dernière année, en dépit de difficultés certaines, l'UQAM a maintenu pour l'essentiel son rythme de développement. Nos efforts ont porté fruit et notre fierté est tout à fait légitime.

Je souhaite par ailleurs conclure en laissant trois idées à votre réflexion:

1. L'environnement externe exerce des pressions croissantes sur les universités et celles-ci font face à des attentes accrues. La société reconnaît la nécessité de contribuer davantage aux universités; mais elle en exige davantage. C'est là une tendance de fond qui ira en s'accroissant pour la simple raison que, dans une économie où les connaissances et la matière grise deviennent les premiers facteurs de croissance, l'université est une ressource-clé.
2. Nos priorités académiques sont claires: poursuivre sans relâche le développement de la recherche, de la création et des études avancées et entreprendre la mise à jour du premier cycle. Tous les membres, tous les groupes de l'UQAM ont un rôle à jouer dans ces développements.
3. C'est justement en empruntant ces voies de développement académique que nous répondrons le mieux aux attentes du milieu externe. Ce sont ces voies de développement aussi qui nous permettront de survivre au déclin démographique et de nous gagner la part de ressources dont nous avons besoin. Ce sont ces voies de développement qui répondent à notre vision de l'UQAM.

En considérant le devenir de l'UQAM depuis 1969, j'ai la conviction profonde que nous saurons poursuivre notre développement à travers une conjoncture changeante.



Claude Corbo
Recteur



MM. Imants Freibergs, directeur du module et responsable du programme, ainsi que M. Gilles Gauthier, adjoint.

Un certificat de 1^{er} cycle Concevoir et réaliser des logiciels

Ouvert en septembre, le certificat de 1^{er} cycle en développement de logiciels accueille déjà 55 étudiants et étudiantes (20%) à la session d'automne. On en prévoit 75 à l'hiver 88.

«Ce programme, contingenté, vise à former des spécialistes aptes à concevoir et à réaliser des logiciels ou des progiciels, tant pour répondre à des besoins d'ordre professionnel et administratif qu'industriel», explique M. Imants Freibergs, directeur du module des certificats en informatique.

Issu d'une scission avec l'ancien certificat en informatique, toujours existant mais devenu trop lourd du point de vue de la programmation, le nouveau certificat répond à des impératifs d'incidence économique: «Le développement du matériel, — en anglais, le hardware — requiert de gros investissements. Sur ce plan, précise M. Freibergs, ni le Québec ni même le Canada ne sont de taille à concurrencer les États-Unis ou le Japon. Mais par contre, la conception et la confection de logiciels — le software — exigent moins de capitaux, et avec de bons cerveaux, on peut faire très bien.» M.

Freibergs cite les noms de quelques PME québécoises qui réussissent. Logidisque par exemple.

Pour faire marcher la quincaillerie

Autre argument économique de poids pour le directeur du module: «Alors que le prix du matériel informatique baisse, la puissance du matériel augmente. Ainsi, ce que je payais 6 000 \$ il y a quelques années, me coûte aujourd'hui 3 000 \$. Et si par ailleurs je paie 6 000 \$, j'aurai quelque chose d'au moins trois fois plus puissant.

«Ce matériel trouve de nombreuses applications dans maints domaines. En gestion par exemple, l'application la plus populaire est le chiffrier LOTUS 1-2-3. Mais qu'est-ce qui fait tourner tout ce matériel, cette quincaillerie? Ce sont les logiciels. Sans eux, les machines ne peuvent rien faire.»

Le certificat comporte un autre volet de formation offrant un choix de deux spécialisations: l'intelligence artificielle et les systèmes experts c'est-à-dire des programmes qui contiennent de l'expertise dans un système don-

né. Par exemple, les programmes de diagnostics médicaux, d'exploration géologique, de gestion financière de portefeuilles.

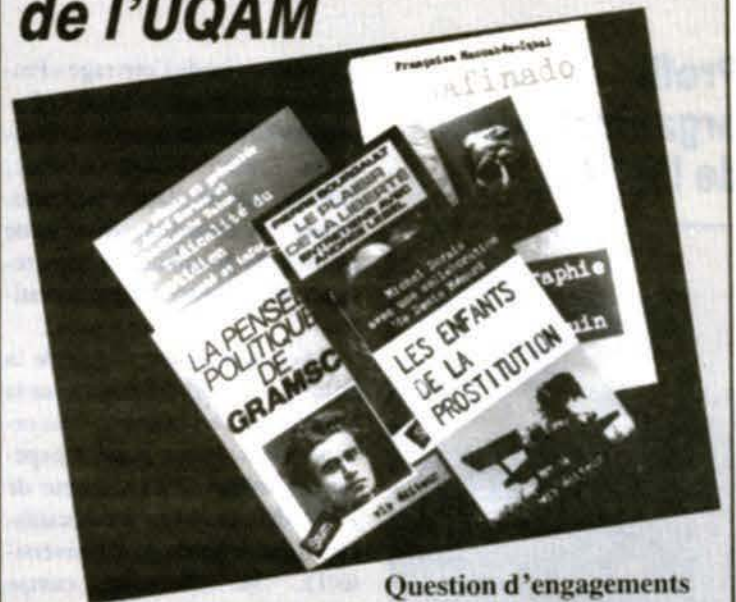
Profil de la clientèle

Parmi les étudiants au certificat, on trouve des ingénieurs diplômés de Polytechnique et de l'ETS qui viennent parfaire leurs connaissances de l'électronique ou de l'informatique. On compte aussi des informaticiens qui souhaitent acquérir un complément de formation. Et bien sûr, sont admis les détenteurs de DEC répondant aux conditions d'entrée.

Muni des deux certificats en informatique et de 1^{er} cycle en développement de logiciels, l'étudiant peut obtenir le bacc. par cumul (B.Sc. ou B.Sc.A.) en ajoutant un troisième certificat. Le choix est vaste: mathématiques, administration, design, microprocesseurs, électronique, etc.

À la session d'hiver, un ordinateur VAX-750 avec système d'exploitation UNIX, particulièrement approprié au développement de logiciels, entrera en service au module.

En collaboration avec VLB éditeur Semaine des auteurs-res de l'UQAM



Question d'engagements poétique et social

Avec Paul Chamberland (*Marcher dans Outremont ou ailleurs*, 1987) et Pierre Bourgault (*Le plaisir de la liberté, entretiens avec Andrée Lebel*, 1983 et *Écrits polémiques 2 La culture 1960-1983*, 1983).

• le 12 décembre

Question de prostitution, d'illusions chez les jeunes

Avec Michel Dorais (*Les enfants de la prostitution*, 1987) et Jean-François René (*Jeunesses: des illusions tranquilles*, 1986).

• le 3 décembre

Question d'histoire et de partis politiques

Avec Robert Comeau (*Maurice Séguin, historien du pays québécois, vu par ses contemporains*, 1987) et Dorval Brunelle (*Les trois coulombes*, 1985).

• le 4 décembre

Autres activités

Tous les ouvrages de nos auteurs et auteures, publiés chez VLB éditeur, élargiront domicile dans les vitrines de la bibliothèque centrale, au pavillon Aquin, du 27 novembre au 4 décembre. En outre, plus de 300 diapositives tirées du livre-album *Montréal-graffiti* de Josée Lambert (diplômée de l'UQAM), Jeanne Demers et Line McMurray (VLB, 1987) seront présentées en projection continue, tous les jours, au Foyer du centre socio-culturel.

À la salle des Boiserries, le 1^{er} décembre à 17h, aura lieu le lancement du livre *Maurice Séguin, historien du pays québécois, vu par ses contemporains*, édition préparée par M. Robert Comeau, professeur au département d'histoire. La COOP de l'UQAM, quant à elle, se chargera de la promotion de tous les livres d'auteurs-es de l'UQAM publiés chez VLB éditeur.

La Famille des lettres, conjointement avec VLB éditeur et le service de la bibliothèque centrale de l'UQAM, lance une semaine d'activités entourant une vingtaine d'auteurs et auteures dont les ouvrages sont publiés par cette maison d'édition.

Du 27 novembre au 4 décembre, la collectivité universitaire aura droit à des conférences, une exposition de livres, un diaporama, un lancement et une campagne de promotion et ce, afin de mieux faire connaître et apprécier l'oeuvre et la pensée de nos écrivains et écrivaines.

Série de conférences

Tous les jours, de 13h à 14h à la salle A-M050, deux auteurs-es ou plus se rencontreront pour débattre d'une question d'actualité. Voici la grille-horaire de cette série de six conférences.

Question de métissage

Avec Javier Garcia Mendez (*Petite histoire du bandonéon et du tango*), et Joseph Lévy (*Juifs marocains à Montréal*, 1987).

• le 27 novembre

Question d'écriture au féminin

Avec Madeleine Gagnon (*Les fleurs du Catalpa*, 1986) et Francine Noël (*Myriam première*, 1987).

• le 30 novembre

Question de politique, de militantisme et de répression

Avec Jean-Marc Pottle (*La pensée politique de Gramsci*, 1987), Marie-Blanche Tahon et André Corten (*La radicalité du quotidien*, 1987).

• le 1^{er} décembre

Bourses de la Fondation Desjardins

Près de 46,000 \$ pour les étudiants de l'UQAM

La Fondation Desjardins vient de procéder à la remise de bourses 1987-88, distribuant ainsi près de 170,000\$ en bourses et subventions, dont 45,900\$ aux étudiants et étudiantes de l'UQAM.

À l'UQAM

Une subvention de recherche de 25,000\$, répartie sur deux ans, fut décernée à Monique de Sève pour son projet de recherche sur les impacts sociaux des nouvelles technologies.

Deux étudiantes au doctorat, soit Marie-Joëlle Brassard (coo-

pération) et Lise Santerre (sociologie) ont obtenu réciproquement une bourse de 7,000\$.

La Fondation Desjardins a accordé une bourse de 4,000\$ à Jean Bégin, étudiant à la maîtrise en psychologie et une bourse de 900\$ à Lucie Brousseau, inscrite à la maîtrise en psychologie du développement à l'UQAM.

En outre, quatre de nos étudiants et étudiantes au baccalauréat se sont vu décerner une bourse d'études de 500\$. Les récipiendaires sont Martin Brongo (adaptation scolaire et sociale), Pierre Gosselin (arts plasti-

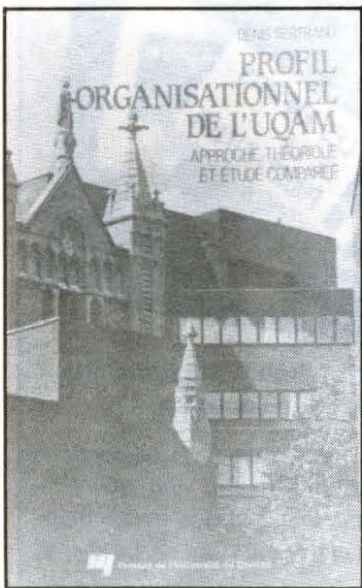
ques), Manon Paradis (design de l'environnement) et Francine St-Laurent (éducation préscolaire et primaire).

Cette année, la Fondation Desjardins a distribué chez les étudiants et étudiantes universitaires 110 bourses au baccalauréat, 14 bourses à la maîtrise et 4 bourses au doctorat, en plus d'une subvention de recherche.

Depuis sa création en 1970, la Fondation Desjardins a octroyé plus d'un million de dollars à quelque 150 étudiants et étudiantes de toutes disciplines, à travers le Québec.

PARUTIONS

Profil organisationnel de l'UQAM



Sous l'éclairage d'une analyse comparative avec l'UdeM, dégager les contours originaux des structures organisationnelles de l'UQAM, voilà grosso modo la

pierre d'assise de l'ouvrage « Profil organisationnel de l'UQAM — Approche théorique et étude comparée (aux PUQ, Québec, 1987) », par M. Denis Bertrand, professeur de management et de gestion du personnel au département des sciences administratives.

Avec notamment l'outil de la théorie de Henry Mintzberg sur la structure et le dynamisme des organisations, avec aussi l'expérience **unique** d'un bâtisseur de l'UQAM très au fait des mécanismes fonctionnels de l'Université(1), M. Bertrand campe d'abord la configuration structurelle des institutions d'enseignement supérieur au Québec. Suivent deux chapitres de caractère descriptif, l'un portant sur les structures organisationnelles de l'Université, l'autre sur ses modes de fonctionnement. Enfin, l'auteur établit la comparaison entre l'UQAM et l'UdeM quant à leurs caractéristiques communes et à leurs différences structurelles

les plus marquantes. Le livre comporte de nombreux diagrammes, tableaux, notes et références, et s'accompagne d'une bibliographie sélective.

Que conclut l'auteur ? Posant comme préalable que le volume a été préparé des mois avant la crise des sciences administratives, insistant aussi sur le caractère essentiellement apolitique du livre, M. Bertrand voit l'UQAM « comme une institution complexe, de type parlementaire, ouverte et démocratique, se caractérisant par sa grande centralisation au niveau institutionnel et par sa grande décentralisation au niveau des unités de base, multiples, partiellement autonomes, démocratiques mais atomisées, faibles et sans marge budgétaire ». Inutile d'appuyer sur l'actualité de « Profil organisationnel de l'UQAM » !

(1) M. Bertrand compte une quinzaine d'années d'expérience des structures de l'UQAM. Il fut tour à tour professeur dans deux départements, directeur de deux modules dans deux familles différentes, directeur de département, doyen de la gestion des ressources, puis doyen adjoint et doyen des études avancées et de la recherche.

Accès à l'égalité Consultation et poursuite des travaux

Maître d'oeuvre du dossier, le recteur Corbo vient de soumettre pour consultation dans la collectivité le Projet de politique institutionnelle d'accès à l'égalité.

La plupart des dispositions contenues dans ce texte ont un caractère général et vont requérir la poursuite de travaux sur la question, en concertation avec les différents groupes et intervenants concernés.

La consultation se déroule auprès des membres de la direction et de groupes-cibles parmi les personnels enseignant et non enseignant. D'autres personnes de la collectivité universitaire peuvent également prendre connaissance du document et faire part de leurs commentaires individuels.

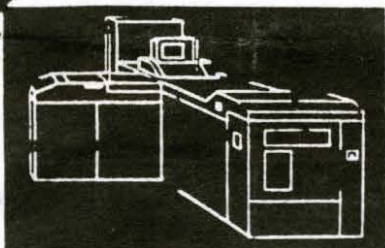
Les avis et commentaires doivent être adressés au plus tard le 9 décembre à 17 heures au bureau de l'adjointe au recteur Mme Jeannette Bourgoin (B-1400) ou à celui de Mme Danielle Dagenais-Pérusse, (B-2600) chargée du projet. On peut obtenir le Projet de politique d'accès à l'égalité auprès de ces deux personnes en communiquant au 282-3094.

Répondantes

Bien que Madame Danielle Dagenais-Pérusse ait été récemment nommée à titre d'adjointe au vice-recteur aux communications, elle y assurera une continuité au dossier d'accès à l'égalité. En effet, elle y poursuivra ses activités de coordination et demeurera une personne ressource pour les comités paritaires d'accès à l'égalité ainsi que pour tous les intervenants dans ce dossier.

De plus, le programme bénéficiera du support d'une agente de recherche et de développement. Madame Lyne Kurtzman aura la responsabilité de terminer les études diagnostiques en cours, d'apporter un support professionnel au dossier et de préparer les instruments d'information et de sensibilisation à l'intention de la collectivité universitaire.

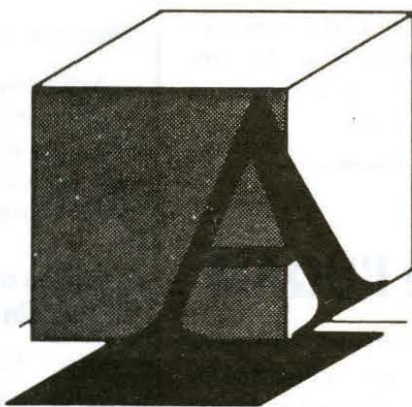
À l'UQAM depuis 1980, Lyne Kurtzman a oeuvré au service de pédagogie universitaire, et à l'information interne au journal **l'Uqam**. Elle a aussi publié conjointement le recueil de textes **L'école des femmes**, sous les auspices du GIERF.



SERVICES D'IMPRIMERIE
ET DE REPROGRAPHIE
COMPLETS & ULTRA-RAPIDES
OFFSET, XEROX
RELIURE, COMPOSITION

NOUS UTILISONS SEULEMENT DES ÉQUIPEMENTS À LA FINE POINTE DE LA TECHNOLOGIE POUR VOUS DONNER LA MEILLEURE QUALITÉ AU PLUS BAS PRIX POSSIBLE

- OFFSET COULEUR ET LETTER-PRESS
- IMPRIMERIE COMMERCIAL
Cartes d'affaires, En-têtes de lettres, Brochures, Affiches, Catalogues, Liste de prix, Enveloppes, Circulaires, Formules N.C.R., Menus, Faire-part, Factures, Rapports, Dépliants, etc...
- PHOTOCOMPOSITION & CONCEPTION GRAPHIQUE
- RELIURE & FINITION
- PHOTOCOPIES NOIR SUR BLANC ET EN COULEUR COMPLÈTE
- PLANS, DEVIS & REPRODUCTION INDUSTRIELLE



imprimerie — reprographie

COPIE EXPRESS

★ SERVICES JOUR ET NUIT POUR TRAVAUX URGENTS ★

945 boul. De MAISONNEUVE est
(Près de la rue Amherst)

526-0057

★ CUEILLETTE & LIVRAISON ★ OUVERTS SOIRS & SAMEDIS ★

La maternité assistée...

Suite de la page 4

de la contraception dure. « On veut maintenant avoir un enfant dans des délais précis et on a l'impression que cela va être aussi simple de le concevoir qu'on a pu empêcher la grossesse pendant un certain temps. Or, on sait très bien que le fait d'avoir pris des anovulants va retarder dans une moyenne d'à peu près deux ans le moment d'enfanter ».

Cette analyse prétend que la médecine crée l'infertilité pour tenter d'y remédier par la suite. Cette idée du paradoxe dans la médecine est confirmée, notamment, par le fort taux de stérilisations volontaires au Québec et le phénomène de regret qui y en résulte parfois. Une Québécoise sur trois en âge de procréer a obtenu une ligature des trompes. Certaines d'entre elles ont regretté leur décision et se sont retrouvées inscrites dans des programmes de fécondation in vitro, a fait remarquer la sociologue.

La médecine du désir

Par ailleurs, pour Mme Laurence Gavarini, l'un des effets les plus surnois de la médecine de la reproduction est l'extension de ses connaissances et compétences, son autorité aussi, non plus seulement au corps mais aussi à l'âme, qu'on appelle, a noté un chercheur français, le désir dans nos sociétés modernes.

« L'évolution de l'objet de la médecine de la reproduction montre un projet d'appréhension totale de la stérilité : corps et psyché. Qui use comme ultime explication une certaine « vulgate » de la psychanalyse. Je dis bien « vulgate » parce qu'il est frappant de voir l'usage actuellement fait de la théorie psychanalytique dans la médecine de la reproduction. C'est-à-dire, quand les médecins n'ont plus d'autres explications au delà des phénomènes physiologiques, biologiques et organiques, ils vont trouver une panoplie de réponses en puisant, de façon oiseuse, dans la psychanalyse. »

L'Ombudsman prévient la collectivité L'UQAM n'est pas à l'abri de la discrimination raciale

Dans son rapport 1986-87, remis au Conseil d'administration, l'Ombudsman dresse, comme à l'accoutumée, un tableau des différentes opérations menées par son service, et fait ensuite un certain nombre de recommandations. Il insiste, cette fois, sur deux problèmes qu'il considère d'intérêt collectif. Le premier touche à la discrimination raciale, le second porte sur la question des frais de scolarité et des pénalités dont ont été victimes plusieurs étudiants, suite au retard dans l'envoi des prêts et bourses.

Le nombre de plaintes reliées au problème de la discrimination raciale, a sensiblement augmenté au cours de la dernière année, souligne l'Ombudsman, M. Jean-Marc Tousignant. Il faut, dit-il, s'en inquiéter, sachant que dans ce domaine, les choses peuvent rapidement se détériorer si rien ne se fait. Ce qu'il suggère? Que l'année 1988 soit consacrée à une campagne d'information et d'éducation sur le campus «afin de développer dans le milieu la prise de conscience sur la problématique de discrimination raciale».

M. Tousignant fait cependant remarquer que la majorité des plaintes qui lui ont été soumises l'an dernier, sont relativement mineures.

«La plupart des étudiants étrangers se sont plaints d'être mal compris, parfois bousculés, tenus à l'écart, ou sujets à des propos blessants, venant de professeurs ou d'employés. Peu d'entre eux ont dit être victimes de racisme et/ou discrimination avouée, calculée. Et, après enquête, j'ai trouvé qu'ils s'agissaient presque toujours d'incompréhension, ou de méconnaissance — de part et d'autre — des différences culturelles.

M. Tousignant note, d'un autre côté, que les professeurs et les employés impliqués dans ces situations se défendent d'avoir des comportements discriminatoires. «Ils expliquent leurs attitudes par un certain agacement devant des étudiants qui



M. Jean-Marc Tousignant : « Rétablir l'équité là où elle est brisée. »

connaissent peu les règlements de l'Université, qui sont mal adaptés au rythme de vie d'ici, à la discipline, etc. Ce qui me porte à croire qu'il faut de toute urgence instaurer sur le campus un programme de sensibilisation à la question. Programme qui pourrait être dispensé en collaboration avec les organismes de protection des minorités, et des droits et libertés.

Frais de scolarité : justice devrait être faite

La seconde recommandation sur laquelle insiste l'Ombudsman, a trait aux échéances de paiement des frais de scolarité ainsi qu'aux pénalités imposées aux retardataires. Il recommande à cet égard que les services concernés examinent plus à fond la question et formulent des réajustements au système. Il fait allusion aux problèmes nés de l'expérience UQAM-Ministère de l'Éducation, touchant l'envoi des prêts et bourses par la poste. Plusieurs étudiants, dit-il, ont reçu leur chèque du gouvernement très en retard et, conséquemment, ont repoussé le moment de payer leurs frais de scolarité. Et, ils ont été pénalisés! «Je trouve injuste qu'on reporte sur eux l'odieux du problème. J'ai rencontré, à cet effet, des gens du registrariat, des comptes étudiants et de l'aide financière; ils m'ont assuré de leur désir de solutionner le problème à court terme. Malheureusement, je pense que rien de concret, touchant la question de la pénalité, n'a encore été fait.»

L'Ombudsman estime que ce problème des frais de scolarité

est «un irritant inutile dans le système... C'est là un type de plaintes dont on aurait pu se passer.» Mais, dans ce dossier comme dans tout autre relevant de sa juridiction, l'Ombudsman, faut-il le rappeler, n'a qu'un pouvoir de recommandation et non de coercition.

«Un Ombudsman n'est ni un avocat, ni un administrateur; c'est un médiateur. Et, il arrive parfois qu'un médiateur échoue dans son travail» dit simplement M. Tousignant.

L'Ombudsman de l'Université, M. Jean-Marc Tousignant (en poste depuis 1984), compte parmi les pionniers à l'UQAM. Sa connaissance du milieu, de ses structures, ses règlements, et des us et coutumes des divers groupes, lui a été d'une grande aide dans son travail. Un travail, précise-t-il, qui commande respect et confiance. En fait, comment se sent-il perçu sur le campus? «J'ai l'impression que la collectivité uqamienne a très bien compris le rôle et le mandat de l'Ombudsman, qu'elle en a mesuré les exigences et les limites. Sur ces bases, je crois être assez bien accepté.» Ajoutons que la clientèle de l'Ombudsman est majoritairement composée d'étudiants. Quelques profs et chargés de cours vont aussi le voir, mais bien peu d'employés et de cadres ont frappé à sa porte l'an dernier.

De septembre 1986 à mai 1987, l'Ombudsman a reçu 240 plaintes. Là-dessus, plusieurs étaient de l'ordre de la consultation. Quelques-unes étaient non recevables ou non fondées (hors du champ de juridiction de l'Ombudsman). D'autres, après enquête, se sont trouvées sans fondement. Quarante-deux plaintes ont été classées fondées et recevables. Et, c'est en jetant un regard sur une majorité d'entre elles, que l'Ombudsman a émis les deux recommandations de son rapport.

L'Ombudsman de l'UQAM est nommé par le Conseil d'administration, sur une recommandation du recteur. Son mandat est d'un an, renouvelable.



Les examens de la corporation des CGA L'UQAM rafle les premières places

Lors des examens de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec, Promotion 1987, les six premières places reviennent aux étudiants et étudiantes de l'UQAM.

De gauche à droite, on reconnaît Yves Girard (6e place); Sylvie Pinard (5e place); Josée Caron (4e place); Louise Harvey, médaillée de bronze; Roch Dutil, médaillée d'argent; Carole Massé, médaillée d'or; Jacques Leroux, président de la Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec et Francine Gélinas, professeure au département des sciences comptables de l'UQAM, réunis lors

d'une réception donnée en l'honneur des étudiants émérites.

Étaient présents à la réception messieurs Jacques Leroux, président de la Corporation des CGA, Claude Corbo, recteur de l'UQAM, Claude Logeais, directeur du département des sciences comptables et madame Danielle Gagnon-Valotaire, directrice du programme de certificat en sciences comptables.

La Corporation a profité de l'occasion pour remettre des bourses d'études à Lucie Parent et Claude Charbonneau, étudiants au certificat en sciences comptables à l'UQAM, pour l'excellence de leur dossier académique.



CAFÉ TERRASSE
1567 St-Denis
Mtl. H2X 3K3

SPÉCIAL
RÉCRÉATION

DIM.
LUN. Toute la journée
MAR.

PRIX SPÉCIAUX
POUR VOS «PARTY»

GILLES RUSSO

DANSE
845-6639



Restaurant-Bar
Cuisine Française et Espagnole

Lunch d'affaires
à partir de 3.25\$

Table d'Hôte
de 6.25\$ à 14.25\$

1639 St-Hubert
523-0053

Réservez tôt pour
vos repas de la fin
de session et Noël

*pas de frais pour réduction ou agrandissement sur papier XEROX

nouveau! * spéciaux étudiants *

SUPER 3¢

COPIE

422 ontario est

288-4316

nouveau!

attention étudiants!

Nous vous offrons également:

- *reliure
- *couvertures
- *papier de couleur
- (plusieurs couleurs)
- *acétates
- *brochage
- *enveloppes
- *pliage
- *liquide correcteur
- *colle

LE BISTRO ST-DENIS
BAR RESTAURANT

vos hôtesses
JEAN-PIERRE
JEAN-VICTOR

1738 rue St Denis, Montréal, Qué. H2X 3K4 tel (514) 842-3717

L'AGESSUQAM morte dans l'oeuf

Les étudiants en sciences lui préfèrent des associations modulaires

En voie d'être dissoute, l'association générale des étudiants du secteur des sciences de l'UQAM (AGESSUQAM) a annoncé lors d'une assemblée générale, tenue le 11 novembre, qu'elle ne désire pas percevoir de cotisations étudiantes pour les prochaines sessions. Au contraire, la tâche actuelle, une première dans les annales de l'UQAM, consiste à trouver un mécanisme pour redistribuer équitablement entre les étudiants du secteur les cotisations sessionnelles dont ils se sont obligatoirement acquittés depuis la création de leur association, il y a un an.

L'association sectorielle n'a jamais véritablement démarré puisque les étudiants n'ont pas réussi à mobiliser un noyau de personnes suffisant pour son fonctionnement. Selon Laurent Vanier, étudiant au module chimie-biochimie, la question de la participation étudiante est un « mal de secteur » en sciences. La grande majorité des étu-

dants, peut-être à cause des exigences proprement académiques, allouent peu de temps à des activités extra-scolaires, explique-t-il.

Mais, à son avis, le problème de fond en a été un d'évaluation des besoins réels des différents modules du secteur au moment de la mise sur pied de l'association : « L'automne dernier, rappelle-t-il, nous étions pressés par le contexte de grève des étudiants. Le secteur des sciences, sauf les étudiants en informatique regroupés en association modulaire, (AGEI) pouvait difficilement exprimer ses positions parce qu'il n'était pas représenté officiellement. C'est pourquoi nous avons fait une demande de reconnaissance sur une base sectorielle. Maintenant, on se rend compte que la représentation sectorielle exprime mal toute la diversité du secteur en lui-même ».

Face à ce constat, des étudiants de trois modules (biologie, chimie-biochimie et physi-

que), ont adressé récemment une demande au secrétariat général de l'Université pour être reconnus sur une base modulaire. Des scrutins simultanés se dérouleront auprès des étudiants de ces trois modules, du 23 novembre au 4 décembre et le dépouillement des votes aura lieu le 8 décembre.

Malgré l'échec de participation de l'AGESSUQAM, les étudiants demandeurs croient que ces nouveaux projets de regroupement impliqueront davantage les étudiants, le module étant un lieu de rattachement « plus près des étudiants ».

Faute d'avoir reçu la liste des administrateurs de l'Association, l'Université retient présentement dans ses coffres les cotisations de la session d'automne perçues auprès des étudiants des neuf modules de la famille, un montant de 14 230 \$. Cette somme ajoutée aux 19 420 \$, (reçus presque en totalité par l'Association à la session hiver 87) fixe à 33 650 \$ l'enveloppe totale de l'association.

Première exposition de travaux sur bois



Jamais encore n'y avait-il eu à l'UQAM une exposition de travaux sur bois exécutés par des étudiants et étudiantes d'arts plastiques! L'initiative de l'exposition CONFID-ARTS (petite société sans but lucratif) en est revenue à Renaud Boucher, Marie-France Lepage, Francine Frappier et André Dormon.

C'est ainsi que du 18 au 26 novembre, une quarantaine de pièces oeuvrées en bois ont été exposées dans les foyers Alfred-Laliberté et Marie-Gérin-Lajoie.

A l'événement s'est ajouté comme une sorte de témoignage spontané le nom du professeur-créateur qui avait encouragé l'initiative, M. Ivanhoe Fortier.

Tout liberté d'expression créatrice a été laissée au groupe des 40, ainsi que cela se passe d'ailleurs dans les cours de sculpture sur bois. On aperçoit ici une partie des présentations. Les bois les plus utilisés sont l'acajou, le pin, l'érable, le tilleul.

Un catalogue des oeuvres sera possiblement publié.



On aperçoit sur la photo Mme Madeleine Ouellet, du service de la protection publique, et debout derrière les enfants costumés pour la circonstance, le clown Praeventio.

L'Halloween chez les tout-petits

Si tu perds ton chemin dans un centre commercial, si tu ne retrouves plus la clé de chez toi, si des aînés te bousculent, si un inconnu t'offre des bonbons, que dois-tu faire? Ces questions, le vidéo « Youpi et les Enfants » les a posées aux petits bouts d'choux des trois garderies sur le campus: « L'Évangéline » au pavillon Lafontaine, « M'amuse » au arts-IV et « Garderie UQAM », au pavillon Hubert-Aquin.

À l'occasion de l'halloween, le service de la protection publique a organisé une petite fête pour les marmots. Dans une atmosphère de joie et de gaieté spontanées, il y

a eu distribution de pommes et de friandises, et bien sûr, projection du vidéo mentionné. Un dépliant a été remis aux jeunes. On pouvait y découper en miniature les personnages de « Youpi et les Enfants » et aussi remplir de minuscules cases sur la sécurité personnelle. Le dépliant pouvait aussi servir de mini-carnet d'identité.

Les agents de la protection publique Madeleine Ouellet et Claude Brunet, organisateurs de la fête, ont recommandé aux petits de faire la tournée de leur propre quartier, affaire de se familiariser avec les affiches blanc et rouge « Parents Secours ».

SKI MORIN HEIGHTS
AU SERVICE
DU SKI



OUVERT DEPUIS LE 13 NOVEMBRE
DE HAUT EN BAS

1-800-363-2527
514-226-1333

C.P. 360 MORIN HEIGHTS, QUÉ. J0R 1H0